

Le gouvernement affirme que la solution à nos problèmes passe par une certaine forme de tarification, qui se fera dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ou GATT, que ce sera une bonne chose et que nos agriculteurs vont être comblés. Or, la vérité est tout autre. J'ignore si le gouvernement a parvenu à comprendre un tant soit peu l'importance des produits assujettis à la gestion de l'offre pour nos infrastructures rurales.

Je sais que nous avons ici, ce soir, un certain nombre de députés qui représentent des régions rurales. À ceux-là, je tiens à dire que les temps sont durs pour le secteur agricole canadien. Dans le Canada rural, quand un gouvernement ferme des bureaux de poste, comme dans la circonscription du ministre, quand il supprime des possibilités, quand il élimine certains programmes qui aident à financer l'agriculture, cela rend les temps difficiles.

Nous avons été doublement touchés dans le sud-ouest de l'Ontario, ces dernières années, parce que le gouvernement n'a pas prévu de programmes spéciaux pour notre région. Il y a des programmes de financement pour le nord de l'Ontario, pour certaines régions du Canada et pour certaines des petites provinces. Ma région, qui est dans le sud-ouest et qui se trouve entre des grands centres urbains, a des difficultés à créer des possibilités d'emploi pour notre population. Malheureusement, le gouvernement n'a prévu aucun programme pour permettre de créer des débouchés ou leur donner des emplois.

• (2205)

Comme je l'ai dit, l'agriculture est importante dans ma région. Je me suis souvent battu à la Chambre pour défendre la cause de mes producteurs de tabac, comme je l'ai déjà dit à propos de mon whip. Au cours des dernières années, le gouvernement n'a fourni à ces agriculteurs aucune solution de rechange. Il a parlé beaucoup de certains programmes, mais ceux-ci n'existent plus depuis deux ans. Le programme REDUX n'a pas été mis à leur disposition pour aider ces agriculteurs à résoudre certains de leurs problèmes. Le Programme de remplacement des entreprises qui aide les agriculteurs à s'orienter vers de nouveaux débouchés ne leur a pas été offert l'année dernière.

Avant de partir, je voudrais parler de commerce. Les Canadiens ont l'impression, à tort ou à raison et cela se discute de l'autre côté, que l'Accord de libre-échange n'a pas profité à notre pays. J'entends cela dans tout le Canada et des gens viennent nous le dire. Nous pouvons constater que nous n'avons pas l'accès au marché américain que l'on nous avait promis dans l'accord de libre-échange.

Affaires courantes

J'estime que le gouvernement, au lieu de négocier l'ALÉNA, au lieu de nous présenter un autre accord qui ajoutera un autre pays, aurait dû d'abord essayer de remédier à certains problèmes du premier. Nous en avons parlé ces dernières années et il me semble que le gouvernement a une fois de plus choisi d'aller de l'avant au lieu de régler d'abord les problèmes que les Canadiens avaient dans le domaine du commerce.

Le plus grand problème que nous avons pour créer des emplois dans notre région, c'est de les faire créer par la petite entreprise, car celle-ci n'a pas accès au financement dont elle a besoin. La Loi sur les prêts aux petites entreprises a grandement besoin d'être réformée et modifiée.

Le gouvernement ne s'est pas penché sur les préoccupations des petites entreprises dans notre pays. Par exemple, dans ma région, les petites entreprises qui veulent créer des emplois et qui pourraient en créer un grand nombre doivent fermer leurs portes à cause des banques. Je sais que les autres députés connaissent les mêmes problèmes dans leur région, car les banques serrent davantage la vis en cette période difficile.

La Banque fédérale de développement devrait venir en aide à ces entreprises. Dans ma région, cette institution agit davantage comme une vraie banque. Les députés étaient à la Chambre lorsqu'elle a été créée. Ces entreprises n'ont pas accès au capital dont elles ont besoin pour créer ces emplois. Malheureusement, sans capital, elles ne pourront pas en créer.

Pour terminer, madame la Présidente, je tiens à remercier particulièrement la présidence et vous-même pour l'excellent travail que vous avez accompli à la Chambre au cours des dernières années. Nous avons été membres de délégations ensemble, et je vous ai vue à l'action le week-end du congrès à la direction du Parti conservateur. À mon avis, vous y avez fait un excellent travail. Je voudrais également profiter de l'occasion pour remercier mon chef et mon whip pour le travail admirable qu'ils ont fait à la Chambre. Il me tarde de voir mes collègues d'en face après les prochaines élections. Je garderai une place, tout juste là, pour le député. Je suis certain qu'elle lui plaira.

[Français]

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Madame la Présidente, je regarde l'heure et je réalise qu'il ne reste que quelques minutes avant l'ajournement pour faire quelques commentaires. Je n'ai pas l'intention de prendre beaucoup de temps, ni de commenter les propos et les statistiques du leader du gouvernement en présentant cette motion cet après-midi, ni de faire le bilan sur l'activité du gouvernement. Je pense que le temps et les historiens vont se charger de faire cela.